



Attendu que :

- DUCATI MOTOR HOLDING S.p.A., Société unipersonnelle – Société soumise à la direction et à la coordination de AUDI AG, siège social Via Cavalieri Ducati 3 Bologne, Italie, (« Ducati ») a développé un projet dénommé « Ducati Official Club » (« D.O.C. ») où les clubs qui partagent la passion pour les motos Ducati et les valeurs mieux expliquées ci-après s'affilient et s'engagent à respecter les principes du présent Règlement (« Règlement »).
- Les clubs affiliés au « Ducati Official Club » qui acquièrent donc le statut de « D.O.C. » bénéficient d'une série de privilèges et de services mis à leur disposition par Ducati pour soutenir leurs activités.
- Après avoir lu le présent Règlement, le club a l'intention de l'accepter en s'engageant à le respecter complètement et en demandant donc de devenir un D.O.C. par la signature de la personne qui en détient les pouvoirs. Il le transmettra, dûment souscrit et paraphé sur chaque page, à Ducati qui jugera sans appel d'accorder ou pas le statut de D.O.C. et les bénéfices correspondants indiqués ci-après.

RÈGLEMENT des DUCATI OFFICIAL CLUB

Article 1 – Mission, objectif, but.

1.1 Mission

Le D.O.C. agrège et alimente la passion pour la marque Ducati, en partageant les valeurs et la vocation de la marque ainsi que la mission de l'entreprise d'être une marque *premium* qui invente, conçoit et construit des motos sportives au design italien exclusif, aux caractéristiques distinctes et aux performances supérieures démontrées sur tous les circuits du monde.

Style, Sophistication, Performance et Trust sont les valeurs clés de Ducati. Les motos Ducati sont l'expression de la technique, du design et de la passion. L'essence du style italien est affichée dans les lignes de chaque moto, où la légèreté, la technologie et les



hautes performances sont au service de tous les passionnés qui veulent vivre une expérience incroyable sur deux roues.

Les plus hauts standards de qualité, l'innovation constante et l'attention portée à la sécurité ne sont que quelques-unes des caractéristiques qui identifient les motos Ducati et qui guident le développement de chaque nouveau produit.

1.2 Objectif

L'objectif des D.O.C. est de partager les valeurs de la marque Ducati sur le territoire de leur compétence en agrégeant les personnes ayant les mêmes intérêts et en les rapprochant du monde Ducati par l'organisation d'activités visant à créer une communauté active et dynamique ayant la même passion.

Dans ce but, les D.O.C. collaborent donc avec Ducati et avec toutes les personnes intéressées composant le système « entreprise Ducati » tels que, par exemple, le personnel, les collaborateurs, les concessionnaires, les fournisseurs, les titulaires de licence, les sponsors, dans le but précis de promouvoir la passion pour Ducati.

1.3 But

Toutes les activités des D.O.C. doivent avoir pour finalité principale le partage de la passion pour les motos de marque Ducati au travers de nombreuses expériences en conformité avec les lois en vigueur là où se constituent les D.O.C. et dans le respect des valeurs de la marque.

Article 2 – Soutien de Ducati

2.1 Introduction

Ducati soutiendra les D.O.C. dans le développement des activités organisées ayant comme dénominateur commun la passion pour les motos Ducati, en offrant une gamme de services et des avantages qui leur sont réservés.



2.2 Plate-forme numérique

Ducati mettra à disposition des D.O.C. une plate-forme numérique qui permettra aux D.O.C. d'utiliser une série de fonctions parmi lesquelles :

- Gestion du processus d'affiliation du club.
- Saisie et partage du calendrier des événements organisés par le club.
- Possibilité de gérer les contacts de vos membres actifs et potentiels pour communiquer et partager les activités et initiatives de votre club. Il reste entendu que ces activités et toutes celles où seront traitées des données personnelles devront être effectuées conformément à la réglementation en vigueur sur la confidentialité.
- Espace dédié au dialogue avec Ducati pour gérer les demandes d'assistance de manière structurée.

2.3 Avantages réservés aux D.O.C.

Ducati peut accorder aux D.O.C. les avantages suivants, pour autant que les clubs remplissent les conditions énoncées à l'art. 3 du présent Règlement :

- **Visibilité**

Ducati s'engage à donner une visibilité aux D.O.C. sur ses sites Internet et de rendre visible le lien au site du D.O.C. ; il en sera de même pour le D.O.C. qui devra fournir, à titre gratuit, un lien de son site au site Ducati de compétence géographique. Ducati pourra donner du relief aux activités des D.O.C. sur ses propres sites Web à condition que les conditions de publication qu'elle aura établies soient respectées.

- **Kit présidents**

Ducati s'engage à envoyer à tous les D.O.C. le « kit Président » attestant la reconnaissance officielle du club pour l'année en cours.

- **Avantages pour les membres**

- D.O.C. Trousse d'adhésion contenant la carte D.O.C. et d'autres gadgets.
- Possibilité d'une visite guidée gratuite de l'usine Ducati.
- Accès gratuit au Musée Ducati.



- Possibilité de participer à des événements et activités tels que :
 - › World Ducati Week (WDW)
 - › Ducati Riding Academy
 - › Salons professionnels
- Accès aux accords annuels avec les partenaires et fournisseurs Ducati.

Il est entendu que ces avantages ne peuvent être accordés par Ducati qu'aux membres correctement enregistrés sur la plate-forme, enregistrés sur le site Ducati et qui ont donné à Ducati Motor Holding le consentement au traitement des données personnelles.

- **Formation**

L'objectif de Ducati est de développer des cours de formation et de mise à jour réservés aux D.O.C. sur divers sujets pertinents pour l'entreprise.

Article 3 – Caractéristiques requises et obligations

3.1 Sujets pouvant adhérer au D.O.C.

Tout club ou organisme, ayant ou pas une personnalité juridique régie conformément aux lois et aux réglementations en vigueur sur le territoire de compétence peut souscrire la demande de reconnaissance en tant que D.O.C. en adhérant complètement au présent Règlement et en respectant les obligations qui y sont prévues.

La collaboration avec un Concessionnaire officiel Ducati est une exigence fondamentale : le Concessionnaire devra confirmer son soutien au club pour que l'adhésion annuelle soit effective.

Il reste entendu que les informations à fournir à Ducati doivent être véridiques, correctes et complètes. Le non-respect de cette obligation comportera l'impossibilité de devenir affiliés en qualité de D.O.C. ou la révocation du statut pour les clubs qui l'auraient déjà obtenu, sous réserve de ce qui est prévu à l'art. 3.8.

Ducati se réserve le droit d'accepter sans appel et d'évaluer aussi bien la demande d'une nouvelle d'adhésion que la demande de renouvellement de la part des D.O.C. qui avaient déjà acquis le statut par le passé.



Dans tous les cas, aux fins de l'adhésion, il sera indispensable de disposer d'un résultat positif d'une vérification préliminaire selon les processus internes de conformité ou Compliance de Ducati quant à l'absence d'éléments indiquant une incompatibilité avec les valeurs Ducati énoncées dans le Code de déontologie Ducati en ce qui concerne le club et le Président du club.

3.2 Interdictions et obligations

Les D.O.C. ne peuvent pas poursuivre des fins commerciales, politiques ou religieuses et ne peuvent en aucun cas exercer des activités en concurrence avec Ducati ou avec les concessionnaires, partenaires, titulaires de licence, fournisseurs de Ducati ou des activités en contraste avec n'importe quelle activité planifiée par Ducati, sous peine de révocation immédiate du statut de D.O.C.

Il reste entendu que les D.O.C. qui désirent réaliser des activités dans lesquelles d'autres réalités / marques devaient être concernées et pouvant entrer en conflit / concurrence avec Ducati, s'engagent à demander à cette dernière une autorisation préalable qui devra être formulée par écrit.

Les D.O.C. s'engagent à effectuer des activités conformément aux lois et aux réglementations applicables dans le lieu où ils exercent et à ne pas abuser, en aucun cas, des bénéfices concédés par Ducati.

Ducati ne pourra jamais être retenue responsable pour les activités des D.O.C. étant donné qu'il s'agit de réalités tout à fait indépendantes et distinctes et complètement autonomes par rapport à Ducati.

3.3 Code de déontologie

Les D.O.C. s'engagent à respecter le « Code de déontologie Ducati » (Annexe 2) qui définit les principes fondateurs et les valeurs de la marque auxquels les D.O.C. sont tenus de s'aligner dans l'exercice de leurs activités et dans leurs relations avec les tiers.

Au cas où il serait constaté que le D.O.C. a violé l'un des principes contenus dans le Code de déontologie Ducati, la qualification de D.O.C. pourra être révoquée par Ducati et le D.O.C. devra indemniser et dégager Ducati de toute responsabilité/réclamation de tiers/dommages à la réputation qui pourraient en découler.



3.4 Sécurité routière

Conformément à l'activité exercée par Ducati pour promouvoir la sécurité routière, le D.O.C. s'engage à promouvoir une utilisation de la moto selon des critères de sécurité et dans le respect de la réglementation de référence en acceptant dès à présent de divulguer les éventuelles initiatives de Ducati en la matière.

3.5 Nombre minimum de membres

Pour pouvoir être reconnu comme D.O.C., il est nécessaire que le club soit constitué d'un nombre minimum de membres estimé par Ducati en fonction de l'aire géographique de compétence et du parc motos Ducati circulant. Les indications pour l'année 2022 sont les suivantes :

- Asie / Afrique / Amérique du Sud / Europe de l'Est : nombre minimum de 25 membres y compris le Président et le conseil d'administration.
- Amérique du Nord / Europe / Océanie : nombre minimum de 50 membres y compris le Président et le conseil d'administration.

3.6 Processus d'affiliation

Le processus de demande d'affiliation visant à obtenir le statut de « D.O.C. » se divise en deux cas différents.

Nouvelle affiliation :

- i. Le Président du club devra envoyer la candidature par l'intermédiaire de la section dédiée du site web Ducati, en fournissant toutes les informations demandées.
- ii. Une fois que Ducati aura vérifié la conformité des informations préliminaires reçues, le Président recevra les identifiants temporaires d'accès à la plate-forme pour compléter le processus de demande d'affiliation.

Nous précisons que le processus de nouvelle affiliation d'un D.O.C. n'a pas d'échéances prédéterminées au cours de l'année solaire ; la demande d'affiliation peut être présentée à tout moment.



Après avoir effectué les activités susdites et après approbation de la part de Ducati, cette dernière communiquera au demandeur que le processus a été complété avec succès et qu'il a ainsi obtenu le statut de D.O.C.

Renouvellement d'affiliation :

- i. Chaque renouvellement nécessite l'acceptation et la signature du Règlement en vigueur au moment du renouvellement.
- ii. Le Président du club devra vérifier et mettre à jour les informations du club sur la plate-forme.
- iii. À chaque renouvellement une approbation formelle est requise pour confirmer la collaboration du Concessionnaire officiel Ducati de référence.

Après avoir effectué les activités susdites et après approbation de la part de Ducati, cette dernière communiquera au D.O.C. que le processus a été complété avec succès et qu'il peut ainsi maintenir son statut.

3.7 Activités d'analyses et de reporting

Ducati se réserve la faculté de pouvoir évaluer la satisfaction des membres des D.O.C. par l'envoi de communications toujours conformément à la réglementation en vigueur sur la confidentialité.

Ducati se réserve également le droit de soulever à tout moment l'incompatibilité du D.O.C. avec les valeurs éthiques de la marque.

Le D.O.C. s'engage à envoyer un compte-rendu tous les six mois à Ducati concernant la progression du club, le succès / insuccès des activités développées, le fonctionnement de l'organisation interne et les activités menées pour affilier de nouveaux membres.

3.8 Activités du D.O.C.

Ci-après, nous résumons à titre d'exemple non exhaustif quelles devraient être les activités d'un D.O.C. :

- Promouvoir des moments d'utilisation des motos Ducati.
- Organiser à des intervalles rapprochées et appropriés des meetings pour socialiser et partager la passion pour les motos.



- Établir un calendrier des activités dont le nombre minimum annuel devra être au nombre de 5 à publier sur la plate-forme.
- Communiquer avec Ducati afin d'approfondir la connaissance des produits et des services offerts par Ducati.
- Participer avec son propre représentant aux événements nationaux / internationaux organisés par Ducati.
- Promouvoir et organiser des événements « créatifs » ou également bénévoles et non seulement afin de promouvoir l'image et l'intégration du motocyclisme dans le contexte social.
- Effectuer une activité de reporting de manière ponctuelle et organisée (textes, images et vidéos) sur les activités menées au travers de la plate-forme.

3.9 Saisie des données sur la plate-forme

Le D.O.C. s'engage à saisir sur la plate-forme et, en général, à communiquer à Ducati des données complètes, véridiques et correctes en s'assurant toutes les responsabilités y afférentes. Dans le cas contraire, c'est-à-dire en cas d'inexécution de cette obligation, le statut de D.O.C. pourra être révoqué par Ducati et le D.O.C. devra dégager Ducati de toute responsabilité et la préserver de toute prétention de la part de tiers suite à la saisie et/ou à la communication de données erronées.

Article 4 – Organisation des D.O.C.

4.1 Organisation démocratique

Les D.O.C. doivent garantir dans leur organisation une structure démocratique apte à impliquer tous leurs membres dans les processus d'élection des divers organes prévus.

C'est pourquoi Ducati propose que l'élection des organes directeurs se déroule selon les procédures démocratiques au sein d'une Assemblée dans laquelle est représentée la majorité des membres du D.O.C. Les élections devraient avoir lieu au moins une fois tous les deux ans.

Chaque D.O.C. devrait se doter des figures suivantes : Président, Vice-président, Secrétaire et Trésorier dont les rôles seront mieux expliqués ci-dessous.



Ducati se réserve la faculté d'évaluer si l'organisation est conforme aux principes de démocratie déjà exprimés dans le présent Règlement.

4.2 Président

Le Président du D.O.C. est responsable du club, il en est le représentant légal, il est le promoteur de toute activité ayant comme référence principale le présent Règlement, il est le garant de la gestion démocratique du club, il est le principal interlocuteur dans les relations avec Ducati et avec l'interlocuteur local du D.O.C. identifié par Ducati.

4.3 Vice-président

Le Vice-président est responsable des activités du D.O.C. sur le territoire. Il s'occupe des initiatives du D.O.C. inspirées des thèmes proposés dans ce Règlement au point 3.8. Au début de l'année, il rédige le calendrier des événements ; il se préoccupe d'organiser les activités, d'informer les membres des activités en question et de documenter l'activité (photos, vidéos, textes) pour pouvoir les partager avec Ducati et les autres clubs. En outre, il s'interface avec Ducati pour évaluer les événements d'importance nationale et partager les décisions sur les partenaires à impliquer pour de telles activités. Enfin, il est l'ambassadeur auprès des membres du club relativement aux thèmes inhérents à l'utilisation de la moto dans des conditions de sécurité routière et du respect des normes applicables en promouvant des comportements vertueux à l'intérieur du club même.

4.4. Secrétaire

Le Secrétaire du D.O.C. est le sujet qui gère les obligations formelles relatives aux activités du club comme par exemple la gestion des fichiers des données personnelles des membres et la saisie des données dans le système. Il organise et le cas échéant, il verbalise les réunions du conseil d'administration ainsi que les assemblées des membres. Il s'occupe de vérifier l'obligation de la part des membres à rédiger l'éventuelle documentation d'assurance / mainlevée pour des tests motos et/ou des journées d'essais sur piste. Il constitue le répertoire de la documentation des D.O.C. et soigne sa mise à jour.



4.5 Trésorier

Le Trésorier du D.O.C. s'occupe de la gestion financière / administrative du club avec les fonctions de rédiger le budget et le bilan correspondant de fin d'année ; il est responsable de la collecte des éventuelles cotisations des membres, il gère l'allocation des ressources par rapport aux activités en accord avec les autres membres du conseil d'administration et le Président. Il gère les flux de la trésorerie des activités et rédige au moins une fois par an le reporting financier pour le conseil d'administration et les membres. Il enregistre soigneusement les revenus et les dépenses pour les obligations du D.O.C. et informe en temps utile l'organisme en charge des éventuels transferts par rapport aux plans budgétaires. Vu la délicatesse du rôle, Ducati propose que la charge de Trésorier ne soit pas exercée pendant plus de deux ans consécutifs par la même personne.

4.6 Autres fonctions

Il reste entendu que les indications sont approximatives, mais que le principe de la structure démocratique et la réglementation applicable dans le lieu où le D.O.C. est constitué doivent être toujours respectés.

En effet, le D.O.C. peut, selon son propre bon sens, établir d'autres fonctions dans le domaine de la gestion de l'organisation du club.

Article 5– Marques / Identité visuelle.

5.1 Termes et conditions d'utilisation

En qualité de titulaire légitime des marques « Ducati Official Club » selon l'Annexe 4 (dénommées ci-après « Marques D.O.C. »), Ducati autorise en voie non exclusive le D.O.C. à utiliser uniquement les Marques D.O.C. dont il est question dans l'Annexe 4 en conformité avec les termes et les conditions y spécifiés. Le D.O.C. ne devra modifier aucunement lesdites Marques D.O.C. et devra reconnaître (i) que lesdites Marques D.O.C. sont la propriété exclusive de Ducati, et que (ii) l'affiliation ne transfère au D.O.C. aucun droit d'utilisation desdites Marques D.O.C. autre que celui prévu ci-dessus.



Il reste entendu que l'utilisation des Marques D.O.C. devra être en tout cas préalablement autorisée par Ducati par écrit.

L'utilisation de la part du D.O.C. de toute autre marque détenue par Ducati et/ou le nom et/ou le logo de Ducati (« Marques »), de quelque manière que ce soit, est expressément interdite, y compris l'utilisation dans le nom de la société et le nom de domaine du D.O.C..

5.2 Respect des réglementations en vigueur

Le D.O.C. devra respecter tout ce qui est ici établi ainsi que les normes en vigueur relatives à l'utilisation des marques et pour toute éventuelle infraction à la législation, seul le D.O.C. sera responsable. Ducati ne pourra aucunement être tenue responsable dans le cas où l'utilisation des Marques D.O.C. et/ou des Marques dans un pays devrait entraîner une violation des droits de monopole industriel vis-à-vis de tiers, vu que les Marques D.O.C. et les Marques ne bénéficient pas de la même protection dans tous les pays du monde et qu'elles ne sont pas enregistrées dans toutes les catégories de marchandises.

5.3 Limites d'utilisation

Il reste entendu que le D.O.C. ne pourra en aucun cas utiliser les Marques ou les Marques D.O.C. à des fins lucratives ou commerciales et en tout cas à des fins autres que celles pour lesquelles cette autorisation est accordée.

Toute utilisation des marques D.O.C. et/ou des marques non conforme à la présente autorisation est considérée comme illégale et pourra entraîner la révocation du statut de D.O.C. en plus du droit pour Ducati d'intenter des éventuelles actions en justice afin de protéger ses intérêts lésés par le comportement défaillant du D.O.C..

Du moment que le D.O.C. perdra son statut pour une raison quelconque toute forme d'utilisation des Marques D.O.C. devra cesser immédiatement.

5.4 Communications

Le D.O.C. devra signaler en temps utile à Ducati toute utilisation illégale ou du moins inappropriée des Marques détenues par Ducati dont il devait éventuellement être au courant.



Article 6 – Confidentialité

6.1 Référence législative, rôles, information et collecte des consentements.

Les données personnelles communiquées à Ducati par le biais de la plate-forme informatique dédiée ou par d'autres moyens doivent être véridiques, exactes, mises à jour et traitées par les parties avec le plus grand soin pour assurer leur sécurité, dans le respect de la législation en vigueur (Règlement UE 2016/679 (« RGPD »), décret législatif italien n° 196/2003 et modifications ultérieures).

Ducati et le D.O.C. s'engagent donc à traiter, respectivement en leur qualité de Responsable du traitement et de Sous-traitant, les données personnelles des membres du D.O.C., en effectuant toutes les formalités nécessaires (signature de l'ATD - Accord pour le Traitement des Données).

Article 7 – Durée

7.1

L'affiliation au « Ducati Official Club » viendra à expiration le 31 décembre de chaque année et pourra être renouvelée d'année en année pour la même période après renouvellement de l'adhésion de la part du D.O.C. selon les modalités qui seront indiquées par Ducati. Il reste entendu que le mécanisme de renouvellement tacite ne pourra en aucune manière être appliqué.

Article 8 – Révocation du statut de D.O.C.

8.1

Ducati se réserve le droit d'accorder e/ou de révoquer sans appel le statut de D.O.C. en cas de situations ou de comportements qui contrastent ou qui violent le présent Règlement, les lois applicables, la mission, les objectifs Ducati, les valeurs de Ducati, le Code de déontologie Ducati et/ou le but de l'activité des D.O.C.



8.2

Le D.O.C. ne pourra en aucun cas avoir de prétentions, y compris au niveau économique, envers Ducati et en particulier en cas de rejet de la demande d'obtention du statut de D.O.C., ou bien de déchéance ou de révocation de ce statut.

8.3

Il reste entendu que l'octroi du statut de D.O.C. n'autorise en aucun cas le D.O.C. à se comporter comme agent ou mandataire, ou représentant de Ducati, ni à se qualifier comme organisme appartenant à Ducati ou au groupe Volkswagen-Audi dont Ducati fait partie, vu qu'il s'agit d'une entité tout à fait indépendante à l'égard de laquelle Ducati restera totalement étrangère.

8.4

Ducati aura le droit de modifier à tout moment le présent Règlement sous réserve du droit de chaque D.O.C. de ne pas accepter ces modifications et par conséquent, de perdre le statut de D.O.C..

Article 9 – Confidentialité

9.1

Pendant la durée ou après la fin de l'affiliation au « Ducati Official Club », le D.O.C. ne pourra, sans le consentement écrit préalable de Ducati et dans les limites fixées par la loi, divulguer à quiconque (i) toute information confidentielle fournie par Ducati ou autrement connue à l'occasion de l'affiliation et concernant Ducati ou les sociétés contrôlées par elle ou contrôlant celle-ci, la Marque Ducati et/ou l'image Ducati, les événements organisés par Ducati ou, en général, l'affiliation et/ou le « Ducati Official Club », ni (ii) toute information technique dont les « D.O.C. » pourraient profiter ou pouvant quoi qu'il en soit porter atteinte à et endommager la réputation et la renommée de Ducati. En particulier, le D.O.C. s'engage à ne pas reproduire ou diffuser l'identité d'entreprise de quelque manière que ce



soit à des tiers, ni à utiliser les informations qui y sont contenues à des fins autres que celles prévues par la présente affiliation.

9.2

Le D.O.C. s'engage à interdire expressément à ses propres exposants ou membres d'accorder publiquement des entrevues ou de faire des déclarations pouvant porter préjudice à l'image ou au prestige de Ducati ou de sociétés qu'elle contrôle ou qui la contrôlent, aux Marques, à son image ou à ses événements. Le D.O.C. s'engage également à convenir à l'avance avec Ducati toute déclaration, tout communiqué de presse et tout entretien éventuels relatifs aux événements, activités, motos, activités d'association avec les Marques, l'image et/ou en général la relation entre les Parties.

9.3

L'obligation de confidentialité mentionnée dans cet article sera contraignante pour le D.O.C. pendant toute la durée et même après la fin de l'affiliation ; en cas de non-respect de cette obligation, Ducati pourra immédiatement révoquer la demande d'affiliation et obtenir du D.O.C. l'indemnisation de tout préjudice direct et indirect résultant d'un tel non-respect.

Article 10 –Loi applicable et Tribunal compétent

10.1

Le présent Règlement est régi par la Loi italienne. Tout éventuel litige y afférent sera exclusivement du ressort du Tribunal de Bologne, Italie.



Les documents ci-dessous qui s'entendent intégralement rappelés et approuvés sont annexés au présent Règlement :

Annexe 1 – Formulaire de signature du Règlement

Annexe 2 – Code de déontologie Ducati (réf. 3.3)

Annexe 3 – Identité visuelle D.O.C. et Marques Ducati (réf. 5.1)

Annexe 4 – Accord sur le traitement des données personnelles



Annexe 1

Formulaire de signature du Règlement

Par la souscription du présent Règlement, le Club :

_____ /
sis à _____ /
Rue _____ /
_____ /
N° de TVA / C.F. _____, en la personne de son
représentant légal M. _____ /
né à _____ /
le _____ /
et demeurant à _____ /
C.F. _____ /

s'engage d'ores et déjà, dans le cas où sa candidature en tant que club D.O.C. (« Ducati Official Club ») devrait être acceptée par Ducati, à respecter totalement et de manière inconditionnée les prescriptions contenues dans le présent Règlement.

[Lieu] _____, [Date] _____

Le _____ Président/représentant _____ légal _____ du
Club _____

M. _____

[Signature] _____



Annexe 2

Code de Déontologie Ducati



Ducati Code of Conduct

Table of Contents

1. Foreword by the Volkswagen Group Board of Management and the Company's Board of Management²

Foreword by the Volkswagen Group Board of Management

Foreword by the Company's Board of Management.....

2. Our responsibility for compliance.....

3. Our responsibility as a member of society.....

Human rights.....

Equal opportunity and equal treatment

Product conformity and product safety

Environmental protection

Donations, sponsorships and charity

Communication and marketing.....

Political lobbying.....

4. Our responsibility as a business partner.....

Conflicts of interest.....

Gifts, hospitality and invitations.....

Prohibition of corruption

Dealings with officials and holders of political office

Prohibition of money laundering and terrorism financing

Accounting and financial reporting.....

Taxes and customs.....

Fair and free competition

Procurement

Export control.....

Prohibition of insider trading.....

5. Our responsibility in the workplace

Occupational safety and healthcare

Data protection

Security and protection of information, know-how and intellectual property

IT security.....

Handling Company assets

6. Support and Whistleblowing System.....

Employee representation

Help / contacts / Whistleblower System

Self-test for decision guidance.....

1. Foreword by the Volkswagen Group Board of Management and the Company's Board of Management

Foreword by the Volkswagen Group Board of Management

Dear colleagues,

The trust of customers and stakeholders in our Company and its products is our most valuable asset. We can only strengthen public trust and protect the Volkswagen Group, its employees and our environment by conducting ourselves with integrity and honesty. That includes being familiar with the applicable statutory regulations and internal rules, and complying with them. The Code of Conduct is the basis for our actions.

Our Group is very diverse: today, twelve brands from seven European countries, some 664,000 employees, 123 production sites and customers in over 150 countries are all part of the Group world. Irrespective of the differences between us, our origins, our tasks and our responsibilities, we all share responsibility for our company's success and our contribution to sustainable development through our conduct and our actions. Our shared values determine how we work, how we make decisions, and how we interact with one another and all living creatures.

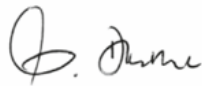
The Volkswagen Group Code of Conduct supports ethical and responsible conduct. It contains relevant and practical examples that offer guidance, assistance and advice in our daily work. And it helps us identify mistakes and respond appropriately. Because in the Volkswagen Group, turning a blind eye can never be the right solution. We speak up – even if doing so is awkward and uncomfortable. When in doubt, we seek competent advice and support.

We, the Volkswagen Group Board of Management, are convinced that our Code of Conduct is one key to the success of our Group and its brands. We therefore ask you to use the Code of Conduct in your workplace and to seek advice if you are in doubt. Let us join together to make the Volkswagen Group a responsible employer that is a byword not only for excellent products and services, but also for integrity and fairness.

The Volkswagen Group Board of Management



Dr.-Ing. Herbert Diess
Chairman of the Board of Management of Volkswagen Aktiengesellschaft and Chairman of the Brand Board of Management of Volkswagen Passenger Cars, Volume brand group, China



Oliver Blume
Chairman of the Board of Management of Dr. Ing. h.c. F. Porsche AG, Sport & Luxury brand group



Markus Duesmann
Premium



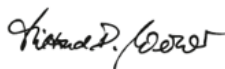
Gunnar Kilian
Human Resources



Andreas Renschler
Chairman of the Board of Management of TRATON SE, Truck & Bus brand group



Dr. Stefan Sommer
Components & Procurement



Hiltrud Dorothea Werner
Integrity and Legal Affairs



Frank Witter
Finance & IT

Foreword by the Company's Board of Management

Dear colleagues,

the present Code of Conduct contains the fundamental principles of conduct which inspire the activity and the decisions of Ducati Group.

In 2017 the Ducati Group decided to strengthen such principles by acknowledging and adopting from that year on the Code of Conduct issued by the Volkswagen Group Board of Management.

The Code of Conduct states some ethical principles and rules of conduct which are important also to the reasonable prevention of the criminal offences in the interest of the Company and Ducati Group and it is intended to suggest, promote or ban some conducts even if the law does not expressly regulate them.

The Code of Conduct is a part of and completes the Model of Organization, Management and Control adopted by Ducati pursuant to the Legislative Decree 231/2001, as well any other deed, procedural rule and regulation in force granting its enforcement.

The Company's Independent Body verifies its valid and effective implementation. As you know, any suspect of conduct which is not in compliance with the Code of Conduct and in any other case provided by the Model can and shall be reported to the Independent Body.

The provisions of the Code of Conduct apply to the Company's employees and to all of those who collaborate with it to pursue its lawful goals as members of any Company's bodies (directors, members of the boards, etc) as well as external collaborators acting in the Company's or Group's interest or for their advantage under any kind of agreement as partner, distributors, suppliers, etc. All of them are the addressees of this Code of Conduct.

All the Employees enjoy the right and have the duty to acknowledge, apply and respect the Code of Conduct, to report any missing parts, or any needs to update or reform it. We are confident that each one of us will act in adherence with the principles affirmed by the Code of Conduct and commit the compliance with them by the other people, during the activity and any relationship with third parties, being aware that Ducati always deemed the social responsibility an essential matter and leads the way for its respect.

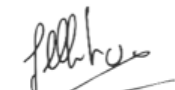
Ducati Motor Holding S.p.A. Board of Management



Claudio Domenicali
CEO – Chairman of the Board



Oliver Stein
Group Finance &
Information Systems



Francesco Milicia
Global Sales & After-sales



Vincenzo De Silio
Research & Development



Federico Sabbioni
Supply Chain



Andrea Gesi
Production



Sebastian Patta
HR & Organization

2. Our responsibility for compliance

One decisive factor for the success of our Company is that all employees – from Board Members and managers to each individual member of staff – must act with honesty and integrity and in an ethical manner. This also means that our internal and external reporting and communications must be truthful, comprehensive and timely.

Our shared goal is to fulfill our responsibility to our Company and to protect the reputation of the Ducati Group. Sustainability requires of us an awareness of our responsibility for the economic, social and ecological impact of our actions. Such conduct also means that we all respect and observe the rules in force in the Company everywhere and at all times. Our Board members and managers bear a special responsibility in this context: they are role models and must prevent non-compliant behavior within the Company, protect their employees and conduct themselves with integrity both within the Company and externally.

This Code of Conduct helps us by highlighting potential areas of risk and conflict, explaining their significance for our Company and illustrating them with examples.

The information contained in this Code of Conduct is divided into three main sections:

- Our responsibility as a member of society
- Our responsibility as a business partner
- Our responsibility in the workplace.

The Code of Conduct serves as a binding guideline in our day-to-day business. It is supplemented by internal guidelines and provisions in employment contracts. It also goes without saying that we all comply with national and international statutory provisions. This also means that we never take any part in any activity that involves fraud, misappropriation, extortion, theft, embezzlement or any other deliberate damage to the assets of our customers or any third party.

Failure to observe the Code of Conduct can result in considerable damage, not only to our Company, but also to us as employees and to our business partners and other stakeholders. That is why the Code of Conduct is binding on all of us, irrespective of whether our role is that of a staff member, a manager or a Board member. We do not tolerate violations of the Code of Conduct. Anyone who violates the Code of Conduct must expect consequences, which, depending on the seriousness of the violation, can range from action under labor law to claims for damages under civil law, and may even extend to penalties under criminal law.

To make sure that does not happen, it is up to each and every one of us to familiarize ourselves with this Code of Conduct, to integrate the Code of Conduct into our own behavior, and to bear the Code of Conduct in mind when making decisions. When in doubt, we seek competent advice.

This Code of Conduct is an integral part of the Model of Organization, Management and Control provided by the article 6 of the Legislative Decree 231/2001 introducing the "Discipline of the administrative liability of legal persons, of companies and of associations even without a legal status, pursuant to Article 11 of Law no. 300 of 29 September 2000.

3. Our responsibility as a member of society

Our social responsibility means that observing and complying with the law is a matter of course. We have a duty to observe the law under which we operate in all business decisions we make.

Every employee in the Volkswagen Group must be aware of his/her social responsibility, particularly as regards the well-being of people and the environment, and ensure that our Company contributes to sustainable development.

The Ducati Group's responsibility as a member of society specifically gives rise to the following principles:

Human rights

Background

The Declaration of Human Rights adopted by the United Nations and the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms state what is required and expected of the international community when it comes to observing and respecting human rights.

Corporate principle

We respect, protect and promote all regulations in force to protect human rights and children's rights (hereinafter called human rights) as a fundamental and general requirement throughout the world. We reject all use of child labor and forced or compulsory labor as well as all forms of modern slavery and human trafficking. This applies not only to cooperation within our Company but also as a matter of course to the conduct of and toward business partners.

My contribution

As an employee, I can also make my contribution to respecting human rights. I regard human rights as a fundamental guideline and I am vigilant against human rights abuse happening around me.

If I have concerns regarding human rights abuse in my professional surroundings, I prevent it and/or stop it. If necessary, I inform my superior or get in touch with any of the contacts listed in chapter 6.

Example

You are responsible for purchasing specific goods. You receive information that a supplier with which you do business uses children in their production process, or that employees are made to work in inhumane conditions (e.g. exposed to health risks).

Take the necessary steps and inform your superior and the Compliance Officer. Our Company must examine business relations with this business partner more closely and, if necessary, break them off.

Equal opportunity and equal treatment

Background

Equal opportunities and equal treatment are key cornerstones of a fair, unprejudiced and open approach. The Ducati Group encourages respectful cooperation in a spirit of partnership, diversity and tolerance. That is how we achieve a maximum degree of productivity, competitive and innovative capability, creativity and efficiency.

Corporate principle

We offer equal opportunities for everyone.

We do not discriminate or tolerate discrimination on grounds of ethnic or national origin, sex, religion, views, age, disability, sexual orientation, skin color, political views, social background or any other characteristics protected by law. We embrace diversity, actively encourage inclusion and create an environment that fosters each employee's individuality in the interests of the Company.

As a matter of principle, our employees are chosen, hired and supported based on their qualifications and skills.

My contribution

I observe the principles of equal opportunity and equal treatment and encourage people around me to do the same.

If I see any contravention of the principles of equal opportunity and equal treatment (disadvantage, harassment or mobbing), I make the persons involved aware of their misconduct.

If I am not in a position to influence the events directly, I notify the human resources department of the incident or get in touch with any of the contacts listed in chapter 6.

Example

You find out from a colleague who is a friend of yours that an applicant in his department was rejected because of the color of his skin, although he was the best candidate for the advertised job.

Help clarify the situation by reporting the case to the human resources department so that appropriate steps can be taken.

Product conformity and product safety

Background

Countless people come into contact with our products and services on a daily basis. The Ducati Group bears a responsibility for preventing, to the extent possible, any risks, detrimental effects and hazards to the health, safety, environment and assets of our customers or any third party arising from the handling and use of these products and services.

Corporate principle

For that reason, it is not only our statutory duty but also our mission to comply with the laws and regulations as well as the internal standards that apply to our products. Our products are state of the art and are developed in accordance with legal requirements. This is monitored continually and systematically through processes and structures, as well as through product surveillance under real field conditions. We make no compromises on that. We ensure that suitable measures can be taken in good time in the event of any discrepancies.

My contribution

If I notice or have concerns that our products could present a threat or that regulations are not being observed, I take counteraction. I report the matter to my superior and to the relevant contacts in the Company such as the Product Safety Officer.

Example

A customer reports technical problems with a motor vehicle to you. You are not sure whether or not they are due to a mistake on the customer's part when operating the product, and you cannot definitively rule out a manufacturing or construction defect.

Clarify the matter. It is essential to ensure that our Company will solve a problem for which it is responsible. Even customer mistakes when operating the product may require the Company to respond (e.g. by modifying operating instructions or user training).

Environmental protection

Background

The Ducati Group develops, produces and distributes motor vehicles, services and mobility solutions on two wheels worldwide. Our Company's mission is to be a global provider of sustainable and individual mobility. In pursuing this mission, the Company is aware of its special responsibility toward the environment.

Corporate principle

As a commercial enterprise, we bear responsibility for the environmental compatibility and sustainability of our products, locations and services. We focus on environmentally friendly, advanced and efficient technologies, which we implement throughout the entire lifecycle of our products. Starting with the early phases of development and production, we make sure we manage natural resources carefully and steadily reduce the environmental impact to comply with environment protection laws and regulations.

Furthermore, we constantly reassess the environmental compatibility of products and manufacturing processes, optimizing these where necessary.

We are a responsible member of society and a partner for politics. We seek a dialog with these players on future mobility concepts and on shaping ecologically sustainable development.

My contribution

I bear environmental protection in mind in my work and use resources and energy economically and efficiently. I make sure my activities have the smallest possible impact on the environment and that they comply with applicable environmental protection laws and regulations.

Example

You notice that there is a leak in a tank and that significant amounts of chemicals are seeping into the ground.

Immediately inform one of the employees responsible and draw attention to the problem. Do not rely on somebody else reporting the leak.

Donations, sponsorships and charity

Background

The Ducati Group makes donations (contributions on a voluntary basis with no expectation of a consideration in return) and grants sponsorship monies (contributions based on a contractually agreed consideration) to achieve a positive impact in terms of our reputation and public perception. In order to avoid conflicts of interest and to ensure standard conduct within the Company, donations and sponsorship measures are permitted only in the context of the respective legal framework and in accordance with the applicable internal rules of the Ducati Group.

Corporate principle

We make monetary donations and donations in kind to support science and research, education, charitable causes, sports, culture and churches and ecclesiastical institutions. We grant donations only to recognized non-profit organizations or organizations that are authorized by special provisions to accept donations. The granting of donations and sponsorship measures is permitted only in accordance with a transparent approval process.

My contribution

If I consider a particular sponsorship measure to be worthy of support, I make initial contact with the appropriate departments in the Company (e.g. Communications and Marketing).

The granting of donations must be transparent; the purpose, the recipient of the donation, and the donation receipt issued by the recipient must be documented and verifiable. I comply with internal processes and do not initiate any donation that could damage the reputation of our Company.

Example

A local politician asks you, a successful Ducati employee, for a cash donation from the Company for the election campaign.

Turn down the request. Donations may be granted only after going through the required approval process. In this specific case, the donation cannot be approved because an internal guideline prohibits donations to political parties, party-affiliated institutions and politicians.

Communication and marketing

Background

The Ducati Group believes it is important to communicate clearly and openly with employees, business partners, shareholders, investors, the media and other stakeholders using honest and lawful means. All our employees bear a responsibility to observe internal communication rules to ensure that we present a unified and consistent image of the Group. All our employees recognize the achievements of those they engage with and respect their professional and personal reputation.

Corporate principle

We ensure that our communication is clear and consistent in order to maintain the confidence of customers, investors and other stakeholders. Before committing to and executing any planned communication or marketing measures, such measures must first be coordinated with the relevant department.

My contribution

I do not issue any public statement for my Company and always refer any requests to the Communications department. If I make any comments at public, trade or cultural events or on the Internet, I make it clear that I am voicing solely my own personal opinion. I consult the Company's social media guidelines for advice on proper conduct in social networks.

Example

You read a comment on the Internet from someone who is critical of production methods in Asia, but the points raised are entirely unfounded.

Even if you would like to correct the misrepresentation straightaway, contact the relevant department first, because this department is in a position to respond appropriately and comprehensively to such criticism.

Political lobbying

Background

Politics and legislation exert an influence on the economic framework for business processes. The Ducati Group's participation in commercial trade means that it also has an impact on society and can specifically promote its interests during decision-making processes, such as those for legislation plans, through political lobbying.

Corporate principle

We conduct political lobbying centrally and in line with the principles of openness, accountability and responsibility. It goes without saying that our interaction with political parties and interest groups is based on the principle of neutrality. Dishonestly influencing policymakers and government is not permitted.

My contribution

I do not attempt to intervene in political decisions on behalf of the Company if I am not authorized to do so. If I am authorized to do so, I observe the relevant internal guidelines in the performance of my duties.

Example

An acquaintance of yours is a member of parliament. You know that a legislation proposal that is important for the Ducati Group is currently being discussed in parliament and you contemplate contacting your acquaintance to explain the Group's interests in connection with this proposal.

Do not approach your acquaintance about the issue. Political lobbying in the

Group is exclusively coordinated centrally and conducted openly and transparently. The appropriate point of contact for such lobbying measures is the External Relations department of the Volkswagen Group.

4. Our responsibility as a business partner

Integrity, transparency and fairness are key to creating credibility and trust in business practice. That is why the Ducati Group sets particularly great store by systematically implementing its legal framework, intragroup guidelines and corporate values, and by communicating them clearly.

This also includes distributing our products and services exclusively through our authorized distribution partners.

The Ducati Group's responsibility as a business partner specifically gives rise to the following principles:

Conflicts of interest

Background

There is a potential conflict of interest if the private interests of one of our employees clash or could clash with the interests of the Ducati Group. Such a conflict of interest may arise particularly as a result of secondary employment. If an employee places his/her personal interests above those of the Company, it could damage the Company.

Corporate principle

We respect the personal interests and the private lives of our colleagues. However, it is important to us to avoid conflicts between private and business interests, or even the appearance of such a conflict. All our decisions are made exclusively on the basis of objective criteria and we do not allow ourselves to be swayed by personal interests or relations.

My contribution

I avoid even the appearance of any conflict of interest and disclose any apparent or actual conflicts of interest to my superior and the appropriate human resources department. We jointly seek a solution that is not detrimental to the Company's interests.

Example

Your boss asks you to review bids from several suppliers of plastic components. You discover that one of the most favorable bids is from the company of a good friend. What do you do?

Inform your superior of the situation and withdraw from the decision-making process to avoid any appearance of a conflict of interest.

Gifts, hospitality and invitations

Background

Benefits in the form of gifts, hospitality and invitations are prevalent in business relationships. These benefits are not a cause for concern as long as they are within reason and do not contravene any internal or statutory rules. However, if such benefits exceed what is reasonable and are misused to influence third parties, those involved may be liable to prosecution.

Corporate principle

Our internal guidelines on handling gifts, hospitality and invitations set out what benefits are appropriate and what steps must be taken when accepting and granting benefits.

My contribution

I familiarize myself with the guidelines on handling gifts, hospitality and invitations, and strictly abide by them.

I check my conduct in this regard to see whether there may be any conflicts of interest or whether any could arise.

Example

An employee from a Ducati Group supplier gives you a valuable birthday gift.

Even if you are of the opinion that accepting this gift does not affect business relationships, the value of the gift is far beyond the threshold set out in the relevant internal guidelines on gifts. When in doubt, do not accept the gift. If you are concerned that rejecting the gift could be misconstrued, contact the relevant Compliance function and agree on a solution with him/her. When in doubt, the gift should be handed over to the Compliance function in the Company. The handover of the gift will be documented for your personal protection.

Prohibition of corruption

Background

Corruption is a serious problem in commercial trade. It generates decisions based on improper grounds and prevents progress and innovation as well as distorting competition and damaging society. Corruption is prohibited. It may incur fines for the Ducati Group and sanctions under criminal law for the employees involved.

Corporate principle

The quality of products and services from our Company is the key to our success. Consequently, we do not tolerate corruption. We grant benefits to business partners, customers or other external third parties only within the permissible legal framework and in line with existing rules.

My contribution

I never bribe others and I never accept a bribe, either directly or indirectly.

I take responsibility for informing myself by consulting the internal rules before I give or accept gifts, issue or accept invitations, or offer or receive hospitality.

If I receive any corruption-related tip-offs, I immediately inform one of the contacts listed in chapter 6.

Example

You are responsible for sales in a Ducati Group company and would like to outstrip this year's revenue target. You prepare a bid for a major contract where a potential customer has issued a call for tender. The relevant decision maker on the customer side offers to influence award of the contract in favor of your company in return for an appropriate consideration.

This is corrupt behavior. Inform your superior and the appropriate Compliance Officer immediately.

Dealings with officials and holders of political office

Background

Dealings with officials or holders of political office, governments, authorities and other public institutions often involve special statutory rules, any individual breach of which may have serious consequences and could permanently bar the Ducati Group from public contract awards.

Corporate principle

Our contacts with officials and holders of political office are strictly in line with all laws and legislation as well as the relevant internal rules concerning the avoidance of conflicts of interest and corruption. We do not make any "facilitation payments". Such payments are sums paid to officials to accelerate routine administration matters.

My contribution

I am aware that particularly strict rules apply when dealing with public contract awarders and I familiarize myself with these rules. My contact is the Compliance Officer.

Example

You know that an authority is planning a call for tender for a major contract. You consider asking the authority's employee responsible for the tender, who you know from a previous project, to design the tender in such a way that the Ducati Group wins the contract. Do not under any circumstances take any such action. Exerting this kind of influence would be illegal.

Prohibition of money laundering and terrorism financing

Background

Laws against money laundering and terrorism financing are in place in almost all countries worldwide. Money laundering occurs when funds or other assets originating directly or indirectly from criminal offenses are put into circulation in the legal economy, making their source appear legal. Terrorism financing occurs when money or other resources is/are made available to commit criminal acts of terrorism or to support terrorist organizations. Liability for money laundering does not require the person involved to be aware that money is being laundered through the legal transaction concerned or the transfer concerned. Inadvertent involvement in money laundering may already be sufficient grounds for serious penalties for everyone involved.

Corporate principle

We carefully check the identity of customers, business partners and other third parties with whom they wish to do business. It is our declared aim to conduct business solely with reputable partners who operate in line with legal provisions and who use resources from legitimate sources.

We assign incoming payments to the corresponding services without delay and post them accordingly. We ensure transparent and open cash flows.

My contribution

I take no action whatsoever that may violate money laundering provisions at home or abroad. I am vigilant and investigate any suspicious conduct on the part of customers, business partners and other third parties. If there is information providing sufficient grounds for suspicion, I immediately get in touch with the Money Laundering contact person or one of the contacts listed in chapter 6.

I abide by all applicable provisions for recording and posting transactions and contracts within my area of responsibility in the accounting system.

Example

One of the Ducati Group's customers in Asia has overpaid and asks for the excess amount to be repaid by transferring it to an account held in Switzerland or by paying it in cash instead of via bank transfer to the original business account.

Do not accept the suggestion readily. This kind of request requires an explanation. Ask the customer why the amount cannot be repaid in the same way it was originally paid. Seek advice from any of the contacts listed in chapter 6.

Accounting and financial reporting

Background

The Ducati Group can build and retain the trust of the general public, its shareholders and contract partners only through proper accounting and correct financial reporting. Any irregularities may have serious consequences for the Company as well as for those responsible.

Corporate principle

We strictly comply with the statutory provisions for proper accounting and financial reporting. Transparency and correctness are our top priorities. To that end, we regularly inform all capital market players of our financial position and business developments. We publish our periodic financial statements punctually in accordance with national and international accounting regulations.

My contribution

I organize processes so that all business financial data can be entered into the accounting system correctly and promptly. If I have any questions about the correct recording of data, I contact my superior or the appropriate finance department.

Example

You urgently need new equipment. However, the budget in your department for the current fiscal year has already been used up. You consider acquiring the equipment nevertheless and posting the cost in the next fiscal year when your budget is replenished.

Refrain from taking such action. Entries must always be posted accurately. Posting entries inaccurately may have serious consequences for the company or individual employee.

Taxes and customs

Background

Our global operations and the development of new markets mean that we must comply with a raft of different regulations relating to external trade, tax and customs law. Observing tax and customs regulations builds trust with customers, financial authorities and the general public. Any irregularities can cause significant financial damage to the Ducati Group, also seriously impacting the Group's reputation and having negative consequences for the employees responsible as well.

Corporate principle

We are aware of our social responsibility to meet our obligations with regard to taxes and customs, and we explicitly endorse compliance with national and international legislation.

My contribution

I design internal structures and processes in such a manner as to ensure that the taxes and customs to be paid by the respective Group companies are calculated correctly, promptly and in full, are disclosed in reporting, and are paid to the appropriate fiscal authorities.

If I have information concerning the infringement of tax and customs regulations in my area of responsibility, I undertake every action I can to prevent or stop this infringement. If that is not possible, I get in touch with the appropriate contact person in the tax and customs department.

Example

You are responsible for entering certain business transactions, such as general overheads (maintenance expenses) and production costs, in the statutory financial statements. One project exceeds certain controlling parameters early in the financial year. You therefore receive instructions to make an entry under maintenance expenses even though the transaction unquestionably relates to an investment and must therefore be treated as capitalized production costs.

Post the entry in line with legal requirements. All business transactions must be correctly reported pursuant to commercial law and tax regulations because these accounting records form the basis for tax returns. Accounting errors could therefore result in incorrect tax returns and lead to serious consequences under tax and customs law for the Company and the employees responsible.

Fair and free competition

Background

Fair and free competition is protected by the applicable competition and antitrust legislation. Complying with this legislation ensures that market competition is not distorted — which is to the benefit and in the interest of all market players. In particular, agreements and concerted practices between competitors intended to achieve or effect the prevention or restriction of free competition are prohibited. Abusing a dominant market position is also inadmissible. Such abuse can, for example, take the form of treating customers differently for no objective reason (discrimination), refusal to supply, imposing unreasonable purchase/selling prices and conditions, or unjustified tie-in arrangements for the requested additional service. Anti-competitive conduct has the potential not only to significantly damage the Ducati Group's good reputation, but also to incur severe fines and penalties.

Corporate principle

We conduct business solely on the basis of merit and market economy principles, as well as free and unhindered competition. We like to measure ourselves against our competitors, always abiding by rules and regulations and observing ethical principles.

We do not enter into any anti-competitive agreements with competitors, suppliers or customers. If our Company holds a dominant market position, we do not abuse this position.

We comply with the specific antitrust provisions for distribution systems in our dealings with our authorized distribution partners.

My contribution

Whenever I come into contact with competitors, I ensure that no information is imparted or received that allows conclusions to be drawn about the informer's current or future business conduct.

I avoid conversations or any other contact with competitors about issues that are important among the competition. Such issues include prices, pricing, business planning, development statuses and delivery times.

Example

You talk to a competitor's employee at a trade fair. After a while, you notice you are being sounded out for information about the Ducati Group's future business planning. In return, the employee offers to divulge the same information about his company.

Immediately make it absolutely clear to the competitor's employee that you will not talk to him about such issues. This type of conversation — apart from the unauthorized disclosure of business secrets — is also a breach of prevailing competition and antitrust legislation and could have drastic consequences for you personally, the Group, and both the competitor's employee and his company. Document this conversation and inform the appropriate Compliance Officer immediately.

Procurement

Background

The Ducati Group is contractually bound to a large number of suppliers and service providers in its business operations.

Corporate principle

We carefully select suppliers and service providers based on objective criteria. When purchasing products and services, we involve the appropriate purchasing departments as laid down in the applicable procurement guidelines.

My contribution

I show no bias in favor of a supplier or service provider without an objective reason, and I avoid any conflict of interest.

I do not purchase any products or services without first having looked at the market and alternative suppliers. I follow the relevant procurement principles and involve the appropriate purchasing department at an early stage in the purchasing process.

Example

It comes to your attention that a Ducati Group employee would like to commission a supplier without involving the appropriate purchasing department.

Notify one of the contacts listed in chapter 6 or the appropriate purchasing department to ensure that the bid that is most cost-effective for the Company has a chance.

Export control

Background

Export control can impose prohibitions, restrictions, approvals from authorities or other monitoring measures on the cross-border exchange of goods. These provisions under export control legislation apply to technologies and software as well as goods. Apart from exports per se, export controls may also apply to the temporary cross-border transfer of, for instance, objects and technical drawings taken on a business trip, or technical transmissions by e-mail or cloud.

Furthermore, any business with persons or companies named in sanctions lists is strictly prohibited, regardless of the delivery process.

Corporate principle

We comply with all provisions for importing and exporting goods, services and information.

My contribution

When making a decision concerning the import or export of products and services, I consciously examine whether the decision may fall under export control. When in doubt, I seek advice from the department responsible for customs and international trade law.

Example

You receive an inquiry from a potential customer wishing to place an order with the Ducati Group to supply products in a country that the Group has listed as an embargoed country.

Clarify the matter by asking the relevant department about export restrictions that apply to the country to be supplied (e.g. a UN embargo) and do not conclude any contracts that bind the Company to export to this country until the issue has been fully clarified.

Prohibition of insider trading

Background

Legislation (in Europe, for example, particularly the Directive on Criminal Sanctions for Market Abuse (Market Abuse Directive)) prohibits the use or disclosure of inside information in the trading of shares, other securities or financial instruments. The same applies to recommending or inciting a third party to engage in insider trading and to the unlawful disclosure of inside information. Pertinent national legislation may stipulate further prohibitions. Inside information is information of a precise nature that has not been made public and that, if it were made public, would be likely to have a significant effect on the price of the relevant security (e.g. Volkswagen shares) or financial instrument.

Corporate principle

We handle information pertaining to share performance in accordance with capital market requirements and do not tolerate any insider trading. We may use knowledge relating to insider-relevant projects and processes only internally in accordance with the applicable intracompany rules and may not divulge such knowledge to any outside party, including family members (e.g. a spouse).

My contribution

I do not engage in insider trading nor do I make any such recommendations to any third party or incite any third party to engage in insider trading. Furthermore, I do not divulge inside information unless this is required during the course of my normal work, and I comply with the relevant internal rules. I undertake to familiarize myself with the applicable internal rules. If I have access to inside information, I do not purchase or sell any securities or financial instruments based on this information. This applies not only to trading with shares of listed companies belonging to the Ducati Group or derivatives thereof, but also to trading with securities or financial instruments in general (i.e. also those of suppliers).

Example

You learn through your work with Ducati that the acquisition of a new business is going to be announced soon. You know that a very good friend is currently considering whether to sell his Volkswagen shares. Since the price of Volkswagen's shares will likely rise once acquisition of the new area of business has been announced, you consider telling your friend that he should hold off on selling his shares.

Do not tip your friend off under any circumstances. Since the information of which you are aware is not public, but inside knowledge, you are not permitted under any circumstances to share this knowledge with others. Transmitting this knowledge directly or indirectly would make you liable to prosecution.

5. Our responsibility in the workplace

It is in the fundamental interests of the Ducati Group to protect the health and safety of every employee.

The principle of protection and security also applies to employee and customer data as well as company-specific know-how and company assets.

The Ducati Group's responsibility in the workplace specifically gives rise to the following principles:

Occupational safety and healthcare

Background

The Ducati Group is committed to its responsibility for the safety and health of its employees. We provide occupational safety and healthcare in line with the provisions of national regulations and with the occupational health and safety policy of the Company.

Corporate principle

We preserve and promote the health, performance and job satisfaction of our employees through continuous improvements in the working environment and a raft of preventive healthcare and health promotion measures.

My contribution

I comply with the occupational health and safety rules. I never put the health and safety of my colleagues or business partners at risk. I take all appropriate and statutory precautions to ensure that my workplace always enables safe working. I make an active contribution to maintaining and promoting my health by voluntarily participating in preventive healthcare and health promotion measures.

Example

You notice that a machine in your department has an electronic fault. Take the machine out of operation and make sure the "out of order" sign is clearly displayed. Ask the appropriate department to repair the machine because repairing electrical equipment yourself is not permitted and could be dangerous.

Data protection

Background

There are special statutory rules to protect privacy when dealing with personal data. As a general rule, collecting, storing, processing and other use of personal data require the consent of the person concerned, a contractual arrangement or some other legal basis.

Corporate principle

We protect the personal data of employees, former employees, customers, suppliers and other affected parties. We collect, gather, process, use and store personal data strictly in accordance with legal provisions.

My contribution

I ensure that personal data is collected, stored, processed or used in any other way only with the consent of the person concerned, under a contractual arrangement or some other legal basis. All data processing components must be secured in such a manner that the confidentiality, integrity, availability, verifiability and reliability of such sensitive data is guaranteed, and that unauthorized internal or external access is prevented.

When in doubt, I contact my superior or the appropriate Data Protection Office.

Example

You have organized a seminar for the Ducati Group with external participants and receive personal data from the participants for it. A colleague asks you to pass the addresses on. Do not pass this data on without consulting one of the contacts mentioned above. As a general rule, data may be used only for the purpose for which it was communicated.

Security and protection of information, know-how and intellectual property

Background

The Ducati Group holds internationally protected patents and also has extensive trade and business secrets in addition to technical know-how. This knowledge is the basis of our business success. Unauthorized transmission of such knowledge may lead to extremely high losses for the Company and to consequences under labor, civil and criminal law for the employee concerned.

Corporate principle

We are aware of the value of Company know-how and take great care to protect it. We respect the intellectual property of competitors, business partners and other third parties.

My contribution

I handle all Ducati Group information carefully and do not disclose it to unauthorized persons. I take particular care with regard to information relating to technical know-how, patents, and trade and business secrets.

Example

You are involved in the development of an innovative technology. You are to present your development at various Company sites and want to take your laptop, on which the relevant documents are saved, with you for presentation purposes. You intend to go over these documents again on the plane or the train on the way to the individual sites. Ensure that no one obtains knowledge of sensitive information belonging to the Ducati Group, as this could lead to serious competitive disadvantages. Do not retrieve this type of information in places where third parties can access it or take note of it.

IT security

Background

Information technology (IT) and electronic data processing (EDP) have become an integral part of everyday life at the Ducati Group. At the same time, they involve numerous risks, foremost of which are impairment of data processing as a result of malware (viruses), loss of data due to program errors, and data misuse (e.g. due to hackers).

Corporate principle

We respect IT and EDP security and abide by the applicable regulations.

My contribution

I familiarize myself with the applicable IT security regulations and observe the rules contained therein. I am aware that unencrypted data exchange (e.g. by e-mail or USB stick) is not a secure means of communication.

Example

You are out of the office and are given a USB stick in order to exchange a document at a meeting. Use only Ducati data carriers or data exchange systems and proceed according to the guidelines for information classification. Arrange for the document to be e-mailed to you, for example. Never open e-mails or attachments that appear to be suspicious or that come from unknown e-mail addresses. That is how you prevent malware from entering the Company network.

Handling company assets

Background

The Ducati Group's tangible and intangible assets serve to help our employees achieve the Company's business objectives and may be used only for business purposes.

Corporate principle

We respect the Company's tangible and intangible assets and do not use them for non-business purposes.

My contribution

I adhere to the Company's rules and exercise care when handling Company assets.

Example

Your soccer club is planning a weekend trip. The trainer asks whether you, as a Ducati employee, can "organize" a vehicle from the Company fleet. Company vehicles can generally be rented by employees at market conditions. You cannot be given a vehicle free of charge for private use, nor can such a vehicle be made available to third parties.

6. Support and Whistleblowing System

If needed, internal and external points of contact provide support in dealing with the Code of Conduct. Furthermore, voluntary commitments and principles are applicable. You'll find an

overview on the internet at <http://www.volkswagenag.com/en/sustainability/policy.html> Moreover, the Company established the Independent Body pursuant to the Legislative Decree 231/2001 which is entitled to receive, also in an anonymous way, any report concerning the Code of Conduct and in more in general concerning the matter governed by such Legislative Decree. Ducati has also implemented the Volkswagen Group Whistleblowing System, aiming to identify any possible violation of laws or of internal procedures committed by its employees or corporate bodies' members. The contacts details of the Independent Body and of the Whistleblowing System can be find in the paragraph "Help / contacts" below.

Employee representation

We recognize the basic right of all employees to establish trade unions and employee representations.

We are committed to working with employee representatives in candor and trust, to conducting a constructive and cooperative dialogue, and to striving for a fair balance of interests. Professional dealings with employee representatives that do not allow either privilege or discrimination are part of our corporate culture. Safeguarding the future of Ducati and its employees is achieved in a spirit of cooperative conflict management and social commitment, on the basis and with the goal of ensuring economic and technological competitiveness. Economic viability and jobs are equal and shared goals.

Help / contacts / Whistleblowing system

Our first point of contact for any questions or uncertainties regarding the Code of Conduct is our superior or the HR department. We can also contact the employee representatives. In addition, every employee can get in touch with the Company's Compliance Officer or send an e-mail to the general compliance office at: compliance@ducati.com

Furthermore, we can address complaints and information concerning existing Company rules to the relevant offices.

If we suspect a violation of the Code of Conduct or a Serious Regulatory Violation at our workplace, we can use the Volkswagen Group whistleblower system to report this – either giving our name or making an anonymous report. Serious Regulatory Violations significantly harm the reputation or the financial interests of the Volkswagen Group or one of its Group companies. Managers belonging to the Management Circle or higher who have concrete evidence of a Serious Regulatory Violation must act as role models and are obliged to report any such suspicion immediately to the relevant office.

Managers failing to comply with this obligation are themselves committing a Serious Regulatory Violation which will be sanctioned accordingly.

The Whistleblower System's Investigation Office is our main internal point of contact for reporting Serious Regulatory Violations in relation to our Company. The system is founded on standardized, swift processes and the confidential and professional processing of information by internal experts. The fair and transparent procedure under the whistleblower system makes sure that our Company, the persons implicated and the whistleblowers are protected. Misuse of our whistleblower system is not tolerated: anyone deliberately misusing the whistleblower system commits a Serious Regulatory Violation and faces disciplinary sanctions. Equally, we do not tolerate retaliation or discrimination against whistleblowers. This, too, is a Serious Regulatory Violation and disciplinary sanctions are imposed. With regard to persons implicated, the presumption of innocence applies for as long as a regulatory violation is not proven. Consequently, an investigation will only be opened if there is Reasonable Suspicious of a Serious Regulatory Violation.

We can access the Whistleblower System through the following channels:

Contact details for the Investigation Office:
Postal address: Audi Investigation Office, AUDI AG, 85045, Ingolstadt (DE)
24/7 hotline: +800 444 46300/ +49 5361 946300
E-mail: whistleblower-office@audi.de
Online reporting channel (this channel can also be used to make anonymous reports): https://www.bkms-system.com/vw

In addition, experienced external lawyers act for us as neutral mediators (ombudspersons). As legal counsel, they are tasked with receiving reports on possible infringements of laws, internal rules or other conduct damaging to the Volkswagen Group. If necessary, and if the identity of the whistleblower is known, they make direct contact with the whistleblower should they require feedback. Once the preparations are complete, the ombudspersons forward the information agreed with the whistleblower – anonymously if the whistleblower so wishes – to our whistleblower system for further processing.

Contact details for the ombudspersons:
Internet: http://www.ombudsmen-of-volkswagen.com/

Further information on the Volkswagen Group whistleblower system and the ombudspersons is available on the internet at <https://www.volkswagenag.com/hint>

Anyone of the Addressees who is aware of any violation of the principles of the Code of Conduct can report it to the Independent Body appointed by the Company pursuant to the Legislative Decree 231/2001, which holds also the office of ombudsman with regards to the Code of Conduct.

The Independent Body is composed by 3 members: one inside the Company and two external professionals. It can be contacted at the following addresses:

Contact details for the Independent Body:
email: odv@ducati.com
anonymous email: odv-anonymous@ducati.com
For anonymous reports. It is accessible only by the two attorneys at law who are external members of the Independent Body
Postal address: Independent Body, Ducati Motor Holding S.p.A., Via Cavalieri Ducati n. 3, 40132, Bologna (IT).

Self-test for decision guidance

If at any time I am unsure whether my behavior complies with the principles set out in our Code of Conduct, I should ask myself the following questions:

1. Did I take all relevant matters into consideration and weigh them properly? (content test)
2. Am I confident that my decision is within the constraints of legal and company requirements? (legality test)
3. Do I stand by my decision when it is revealed? (supervisor test)
4. Am I in favor of all such cases being decided the same way company- wide? (universality test)
5. Do I still think my decision is right when my company has to justify it in public? (public test)
6. Would I accept my own decision if I were affected? (involvement test)
7. What would my family say about my decision? (second opinion)

If my answer to questions 1-6 is "yes" and the answer to question 7 is positive, my behavior is very likely to be compliant with our principles. If questions remain unanswered or if I have any doubts, I should get in touch with any of the points of contact listed in chapter 7.

Last update: 03/12/2020

CSD 2.1 - Confidential

Ducati Motor Holding spa
ducati.com

Via Cavalieri Ducati, 3
40132 Bologna, Italy
Ph. +39 051 6413111
Fax. +39 051 406580

A Sole Shareholder Company
A Company subject to the Management
and Coordination activities of AUDI AG



Annexe 3

Identité visuelle D.O.C. et Marques Ducati

Il combo Ducati Official Club
The Ducati Official Club combined logo



Official
Club
2022



Official
Club
2022



Official
Club
2022

Il combo Ducati Official Club è composto:

- > dal marchio Ducati;
- > dalla dicitura "Official Club" in font Ducati Style Extended Regular;
- > dall'anno di riferimento in font Ducati Style Extended Bold;
- > da una linea di separazione dei due elementi.

Nel combo Ducati Official Club le varianti colore sono:

- > dicitura Official Club nera e anno rosso su fondo bianco
- > dicitura Official Club bianca e anno nero su fondo rosso
- > dicitura Official Club bianca e anno rosso su fondo nero

The Ducati Official Club combined logo consists of:

- > The Ducati shield
- > The "Official Club" wording in Ducati Style Extended Regular font
- > The year of reference in Ducati Style Extended Bold font
- > A line separating the two elements.

The colour variants of the Ducati Official Club combined logo are:

- > Black Official Club wording and red year on white background
- > White Official Club wording and black year on red background
- > White Official Club wording and red year on black background



Il combo Ducati Official Club
The Ducati Official Club combined logo



Official
Club



Official
Club



Official
Club

Il combo Ducati Official Club può essere utilizzato senza l'anno di riferimento sui materiali destinati ad un utilizzo duraturo nel tempo. L'applicazione di questo marchio deve essere autorizzata da Ducati Motor Holding S.p.A.

The Ducati Official Club combined logo can be used without the year on materials intended for long-term use. The use of this solution must be authorised by Ducati Motor Holding S.p.A.



Il combo Ducati Official Club
The Ducati Official Club combined logo

DUCATI | Official Club 2022

DUCATI | Official Club 2022

DUCATI | Official Club 2022

Nel combo Ducati Official Club il marchio può essere sostituito con il logo Ducati quando ci sono limitazioni tecniche di riproduzione o quando la scelta di questo combo risulta più coerente e maggiormente valorizzante per il prodotto dove trova applicazione.

The shield in the Ducati Official Club combined logo can be replaced with the Ducati logo when there are technical reproduction limitations or when the choice of this version is more consistent with and better suited to the product it is used on.



Regole di applicazione Application guidelines



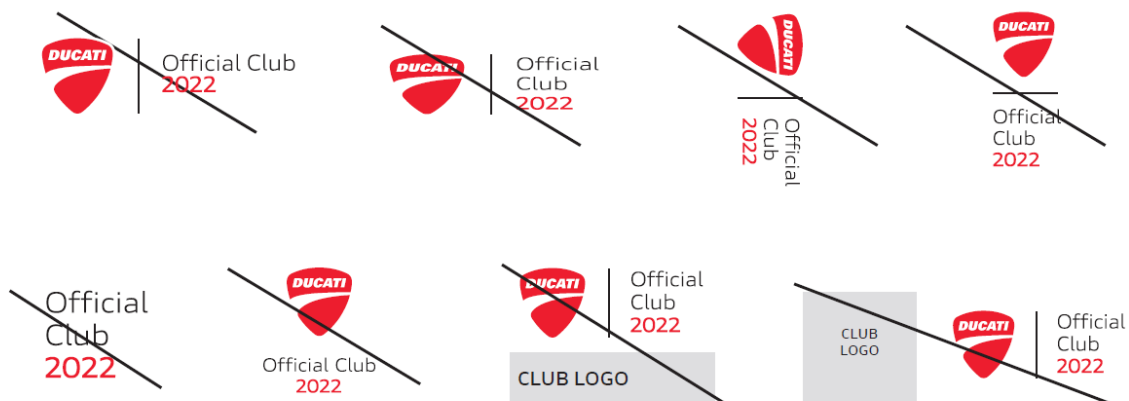
Base 1 cm

Nell'applicazione del combo Ducati Official Club bisogna tenere conto della leggibilità del marchio Ducati ospitato all'interno.
Il marchio Ducati dovrà avere una base uguale o maggiore a 1 cm e la tecnica di riproduzione deve permettere di raggiungere gli standard qualitativi Ducati.

When deciding the application of the Ducati Official Club combined logo, the legibility of the Ducati shield within the combined logo must be taken into account.
The Ducati shield must have a base equal to or greater than 1 cm and the reproduction technique used must ensure the final result meets the Ducati quality standards.



Da evitare
To be avoided



È vietato:
> modificare in alcun modo il combo Ducati Official Club;
> dividerlo per usarne solo una parte;
> integrarlo ad altre diciture o loghi contaminando la sua distintività visiva.

It is prohibited to:
> Change the Ducati Official Club combined logo in any way
> Split the combined logo and use only part of it
> Add other logotypes or logos to it, contaminating its visual distinctiveness.



Convivenza tra il marchio del Club ed il marchio Ducati Official Club
Using the Club logo and the Ducati Official Club combined logo together

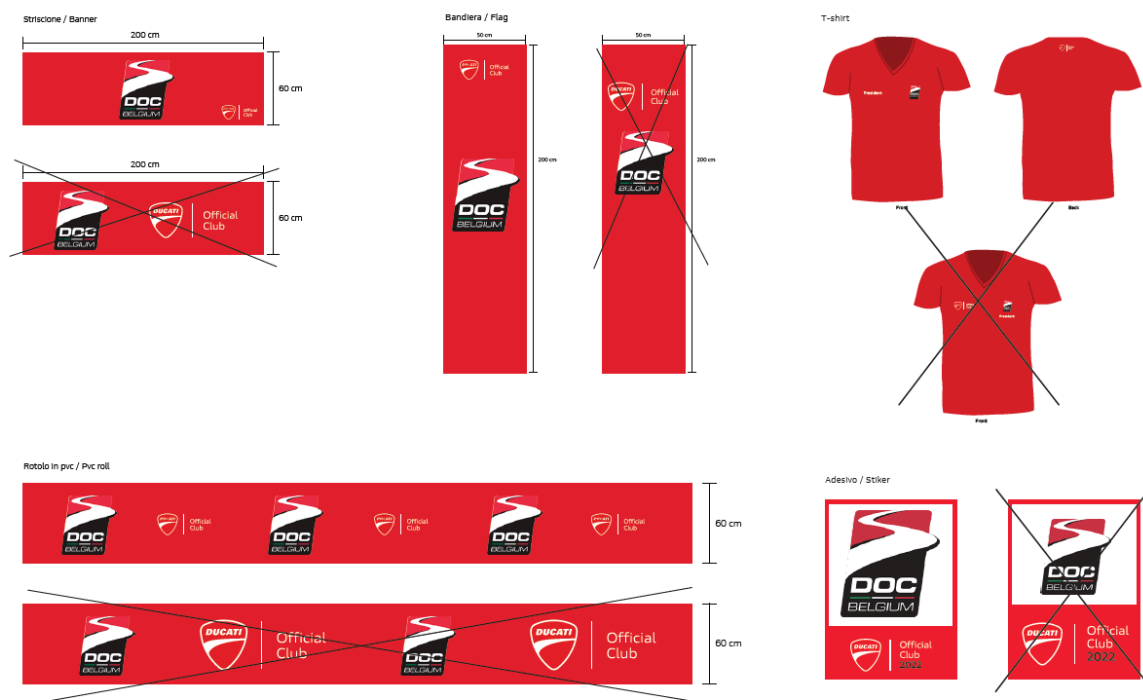


La qualifica di Ducati Official Club, ha funzione di certificazione, quindi in un layout dovrebbe figurare marginalmente in posizione discreta e in dimensioni sensibilmente inferiori rispetto al marchio Club, non creando mai un combo con esso.

The Ducati Official Club qualification serves as a certification, so in a layout it should appear marginally in a discreet position and in a considerably smaller size than the Club logo, never creating a combined logo with it.



Esempi di convivenza tra marchio Club e marchio Ducati Official Club Examples of the Club logo and the Ducati Official Club logo used together





Modulistica Stationery

Carta intestata / Headed paper

Club Name
ViaXXXXX XXXXXXXXXX
Tel XXXX XXXXXXXXXX
Email XXXXXXXXXX@XXXXX
Website XXXXXXXXXX

Official Club 2022

3 cm

Nella carta intestata il combo Ducati Official Club dovrà essere applicato con una base di 3 cm e nella busta con una base di 2,7 cm.

Busta americana / American envelope
23x11 cm

Club Name
ViaXXXXX XXXXXXXXXX
Tel XXXX XXXXXXXXXX
Email XXXXXXXXXX@XXXXX
Website XXXXXXXXXX

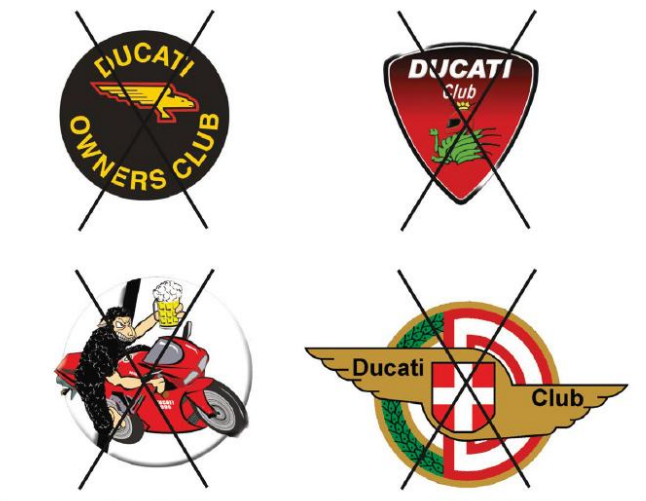
Official Club 2022

2.7 cm

The Ducati Official Club combined logo must be applied on the headed paper with a base of 3 cm, and on the envelope with a base of 2.7 cm.



Regole per la costruzione del marchio Club Rules for the construction of the Club logo



Il marchio del Club:

- > Non deve avere al suo interno alcun nome uguale o simile a "Ducati", "Ducatista", "Desmo", ecc...
- > Non deve avere al suo interno né marchi storici Ducati, né rivisitazioni degli attuali Marchi Ducati e Ducati Corse, né di prodotti Ducati;
- > Non deve avere riferimenti a qualsiasi altro marchio commerciale;
- > Non deve avere riferimenti politici e religiosi o essere offensivo nei riguardi di una determinata razza, religione, etnia o nazionalità.

The Club logo:

- > Must not contain any name equal or similar to "Ducati", "Ducatista", "Desmo", etc.
- > Must not include any historical Ducati logos or restyling of current logos of Ducati, Ducati Corse or Ducati products
- > Must not contain any reference to any other trademark
- > Must not have political or religious references or be offensive to any race, religion, ethnicity or nationality.



Annexe 4 (copie avec instructions - lecture seule)

ACCORD CONCERNANT LE TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Le présent Accord concernant le traitement des données personnelles (« **ATD** ») est conclu entre

- (i) *Ducati Motor Holding S.p.A* ayant son siège social via Cavalieri Ducati n. 3 - Bologne (« **Responsable** » ou « **Société** ») ; et
- (ii) *[insérer le nom du Ducati Club]* dont le siège social se trouve à *[insérer l'adresse]* (« **Sous-traitant** »),

(ci-après dénommés individuellement « **Partie** » et conjointement « **Parties** »).

Attendu que

1. en vertu du contrat conclu entre le Responsable et le Sous-traitant le *[insérer la date]* (le « **Règlement D.O.C.** »), le Sous-traitant assume l'obligation de se conformer à ce qui a été convenu avec le Responsable ;
2. l'activité exercée peut impliquer de temps à autre l'accès du Sous-traitant ou sa communication au Responsable d'informations pouvant être configurées comme des données à caractère personnel conformément au Règlement (UE) n° 2016/679 du Conseil et du Parlement Européen du 27 avril 2016 sur la protection et la libre circulation des données personnelles des personnes physiques (« **RGPD** ») et aux autres dispositions et lois applicables sur la protection des données ; et
3. les Parties conviennent que les transferts de données régis par l'ATD entrent dans le champ d'application de l'article 28 du RGPD et que le Sous-traitant peut être considéré comme un responsable du traitement des données au sens du RGPD et que l'intention des Parties est d'utiliser l'ATD comme un accord contractuel pour réglementer le traitement des données.

Compte tenu de ce qui précède, afin de fournir des garanties suffisantes concernant la protection de la vie privée, des libertés et des droits fondamentaux des personnes



physiques en ce qui concerne le transfert du Responsable du traitement au Sous-traitant, les Parties conviennent de ce qui suit :

Article 1. Objet de l'ATD et obligations du Sous-traitant

1.1 Conformément au Règlement général sur la protection des données (UE) 2016/679 (ci-après « RGPD » ou Règlement) et au Décret législatif italien n° 196/2003, « Code en matière de protection des données personnelles », tel que modifié et complété par le décret législatif italien n° 101/2018, des « Dispositions pour l'adaptation de la législation nationale aux dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation et abrogeant la directive 95/46/CE », cet ATD vise à réglementer le traitement des données personnelles effectué par *[insérer le nom du Club]*, en sa qualité de Sous-traitant ex art. 28 du Règlement, au nom et dans l'intérêt du Responsable du traitement, dans le cadre des négociations (ci-après, les « Négociations ») et/ou de l'exécution des contrats (ci-après, le(s) « Contrat(s) ») concernant les parties se qualifiant comme parties concernées conformément à l'article 4, alinéa 1, n° 1 du Règlement.

1.2 Le Sous-traitant déclare et garantit que les données personnelles avec lesquelles il entrera en contact, tant dans le cadre des Négociations que de l'exécution du Contrat, sont et seront collectées, traitées et communiquées conformément aux dispositions du Règlement et du décret législatif italien n° 196/2003, sous réserve d'une politique de confidentialité appropriée et toujours sur la base d'une base légale valable.

1.3 À cet égard, le Sous-traitant s'engage à exonérer et à dégager Ducati de tout responsabilité résultant du non-exécution ou de la mauvaise exécution des dites obligations, en s'engageant à indemniser Ducati en cas de dommages, frais, dépenses (y compris les frais juridiques) engagés par cette dernière suite à l'imposition de sanctions administratives et/ou de recours des parties concernées.

1.4 Le Sous-traitant s'engage également à fournir à Ducati, sur sa demande expresse, la documentation appropriée pour prouver le respect des obligations susmentionnées et permettre toute vérification que Ducati jugera utile d'effectuer par rapport à la régularité des procédures adoptées.

Article 2. Entrée en vigueur et durée

2.1 Le présent ATD entre en vigueur au moment de sa signature pour acceptation par les Parties et s'applique à toute relation juridique *entre les Parties* conclue.

2.2 Durée du traitement.

Sans préjudice des dispositions des Contrats individuels, lorsqu'ils ont été finalisés, la durée du traitement couvert par le présent contrat est liée aux contrats, à l'issue desquels le Sous-traitant devra détruire les données ou conserver, conformément aux procédures légales et conformément à la politique de confidentialité, les données strictement nécessaires et pour une période strictement nécessaire au respect de la loi.



Article 3. Protection des données personnelles dont Ducati est Responsable

Les prescriptions contenues dans cet article et dans les articles suivants sont considérées comme mettant en œuvre les prescriptions législatives exprimées dans le Règlement RGPD (notamment en application de l'art. 28 du Règlement), en ce qui concerne les données à caractère personnel que *[insérer le nom du Club]* traite pour le compte du Responsable.

Article 4. Définitions

4.1 Les Parties conviennent que les termes utilisés dans le présent article, mais qui ne sont pas autrement définis ci-dessous ou dans le Contrat lorsqu'il est finalisé, ont le sens qui leur est attribué dans le RGPD.

- « Contrat », désigne le(s) contrat(s) éventuellement conclu(s) entre le Responsable et *[insérer le nom du Club]*, dont le présent ATD fait partie intégrante, ou en tout état de cause tout accord contractuel ou tout autre acte juridique entre Ducati et *[insérer le nom du Club]* pour régler les relations entre les Parties impliquant le traitement des données personnelles dont Ducati est Responsable ;
- « Droit de l'Union » désigne toute source de droit communautaire régissant l'objet de la protection des données à caractère personnel à laquelle le Responsable du traitement, le Sous-traitant et, le cas échéant, tout Sous-traitant indirect sont soumis ;
- « Droit ou Loi de l'État membre » désigne toute source de droit de l'État membre régissant le traitement des données à caractère personnel auquel les Parties sont soumises : en particulier, le décret législatif italien n° 196/2003, « Code en matière de protection des données personnelles », tel que modifié et complété par le décret législatif italien n° 101/2018 des « Dispositions pour l'adaptation de la législation nationale aux dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) » ;
- « Règlement » désigne le Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;
- « Données à caractère personnel traitées » désigne les données à caractère personnel des personnes concernées traitées par *[insérer le nom du Club]* pour le compte du Responsable du traitement et des personnes concernées eux-mêmes, au cours des Négociations et dans l'exécution des activités prévues au(x) Contrat(s) ;
- « Traitement » désigne toute opération ou ensemble d'opérations, effectuées avec ou sans l'aide de processus automatisés et appliquées à des données à caractère personnel ou à un ensemble de données à caractère personnel disponibles au Responsable, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, de comparaison ou interconnexion, limitation, annulation ou destruction ;



- « Services » désigne tous les types d'activités, y compris celles mentionnées à l'article 1.2 ci-dessus, effectuées par *[insérer le nom du Club]* pour le compte du Responsable dans l'exécution du présent ATD, ainsi que le(s) Contrat(s) ;
- « Responsable du traitement » : le Responsable du traitement tel que défini à l'article 4, alinéa 1, point 7), du Règlement ;
- « Sous-traitant » désigne le Sous-traitant des données, tel que défini à l'art. 4, alinéa 1, point 8) du Règlement ;
- « Sous-traitant indirect » : désigne le Sous-traitant désigné par *[insérer le nom du Club]* pour le traitement de certaines données personnelles ;
- « Mesures de sécurité adéquates » : les mesures de sécurité techniques et organisationnelles définies à l'article 32 du Règlement ;
- « Violation des données à caractère personnel » : une violation de la sécurité qui entraîne la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisés de données transmises, conservées ou traitées de toute autre manière, accidentelle ou illégale.

Article 5. Conditions Générales

5.1 *[insérer le nom du Club]* a été choisi par le Responsable pour exécuter le « Contrat », après avoir déclaré et garanti de fournir des garanties suffisantes dans la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées qui répondent aux exigences du Règlement, assurant la protection des droits des parties concernées au cours des Négociations et dans les activités prévues à l'objet du ou des Contrat(s).

5.2 En ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel dont dispose le Responsable, *[insérer le nom du Club]* assume le rôle de Sous-traitant conformément à l'article 28 du Règlement, en s'engageant à limiter le traitement à ce qui est strictement nécessaire à l'exécution des Négociations et du ou des Contrats et à ne procéder au traitement en question que sur la base des instructions données par le Responsable du traitement dans le contrat et le présent ATD.

5.3 *[insérer le nom du Club]*, en signant le présent ATD, s'engage à respecter les principes et obligations découlant du Règlement, en particulier ceux qui sont adressés au Sous-traitant par le Règlement et la législation de l'État membre.

5.4 Les éléments caractérisant le traitement, comme indiqué à l'article 28, alinéa 3, du Règlement, sont identifiés en détail comme suit.

Article 6. Nomination de sous-traitants, conformément à l'article 28, alinéa 2, du Règlement, de l'exécution des Services

6.1 Le Responsable autorise, d'une manière générale, *[insérer le nom du Club]* à utiliser des Sous-traitants indirects, en leur qualité d'ultérieurs sous-traitants au sens de l'art. 28, alinéa 2 du Règlement, dans l'exécution des Services (ci-après les « Sous-traitants indirects »).

6.2 Les Sous-traitants indirects auxquels *[insérer le nom du Club]* a recours sont soumis aux mêmes obligations législatives et contractuelles auxquelles *[insérer le nom du Club]* est soumis en qualité de Sous-traitant.



6.3 Dans ce cas, *[insérer le nom du Club]* communiquera les sous-traitants indirects et leur ajout ou remplacement de manière à donner à Ducati la possibilité de s'opposer à de tels changements.

6.4 Au le cas où le Sous-traitant, pour l'exécution du « Contrat », ferait appel à des Sous-traitants indirects établis dans des Pays autres que ceux appartenant à l'Espace Économique Européen, le transfert de données personnelles sera effectué sur la base d'une décision d'adéquation ou en tout cas de garanties adéquates, conformément aux articles 44 et suivants du Règlement, incluant, si nécessaire, la signature par l'importateur des données des clauses standards de protection des données approuvées par la Commission Européenne conformément aux articles 93, alinéa 2 du Règlement ou l'adoption des règles obligatoires de la société au titre des articles 47 du Règlement.

Article 7. Obligations de confidentialité

Le Sous-traitant est tenu à la confidentialité des données, même après la fin du « Contrat », et doit imposer les obligations de confidentialité aux personnes autorisées à traiter les données personnelles de Ducati et de ses employés.

Article 8. Objet du traitement

Toute opération ou ensemble d'opérations nécessaires à l'exécution d'activités dans le cadre du Contrat, effectuées avec ou sans l'aide de processus automatisés et appliquées à des données à caractère personnel ou à des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, comparaison ou interconnexion, limitation, annulation ou destruction.

Article 9. Nature du traitement

Papier et informatique.

Article 10. Finalité du traitement

Fins liées à la prestation de services par *[insérer le nom du Club]*.

Article 11. Type de données à caractère personnel et catégories de personnes concernées

- *données personnelles communes* : le nom ;
- *données d'identification* : adresse de résidence et de domicile, nationalité, adresse e-mail, numéro de téléphone, numéro de *portable*, code fiscal, âge, sexe, lieu et date de naissance, carte d'identité, formation, statut professionnel, entreprise, rôle professionnel et domaine d'organisation, type de contrat, type de malaise (nécessaire pour remplir des obligations légales ou réglementaires) ;
- *catégories* : les parties concernées dont Ducati est le responsable des données.



Article 12. Obligations du Sous-traitant et droits du Responsable

12.1 Le Sous-traitant doit prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires pour garantir que les données sont traitées d'une manière licite, correcte, transparente, avec une finalité limitée, avec une minimisation, avec exactitude, avec une limitation de conservation, avec intégrité et confidentialité.

12.2 Le Sous-traitant adopte un niveau de sécurité adéquat pour atténuer les risques résultant de la destruction, de la perte, de l'altération, de la divulgation ou de l'accès non autorisés, accidentellement ou illicitement, aux données à caractère personnel transmises, conservées ou autrement traitées.

12.3 Compte tenu de la nature du traitement, ces mesures de sécurité peuvent inclure :

- la capacité d'assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité sur une base permanente
- et la résilience des systèmes et des services de traitement ;
- la possibilité de rétablir rapidement la disponibilité et l'accès aux données personnelles en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure pour tester, vérifier et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures de sécurité ;
- prévoir une procédure interne pour aviser rapidement le Responsable en cas de violation de données ;
- pour tenir le registre des activités de traitement.

12.4 Le Sous-traitant doit assister le Responsable du traitement, par des mesures de sécurité adéquates, afin de faciliter l'exercice de ses droits et de répondre aux demandes de la personne concernée. 12.5 Le Sous-traitant doit assister le Responsable du traitement dans l'obtention de l'accord des Contrôleurs pour la protection des données à caractère personnel, si nécessaire.

Article 13. Vérifications d'une deuxième partie

Le Sous-traitant doit mettre à la disposition du Responsable toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par les lois en vigueur en matière de protection de la vie privée.

Article 14. Personnes autorisées à effectuer le traitement

[insérer le nom du Club] est tenu :

14.1 dans l'exercice des activités en relation avec les Négociations et le(s) Contrat(s), de prendre toutes les mesures raisonnables pour assurer la fiabilité de toute personne qui aura accès à des données personnelles dans la disponibilité du Responsable, en raison de toute relation de travail et de collaboration établie avec *[insérer le nom du Club]* ;

14.2 de s'assurer que les personnes autorisées à traiter des données à caractère personnel ont reçu des instructions adéquates pour se conformer aux règles énoncées dans le Règlement ;



Article 15. Signature

Ce document doit être signé par les Représentant(e)s des Sociétés qui en sont habilité(e)s.

Signatures pour le Responsable

Signé par **Ducati Motor Holding S.p.A.**

Nom : _____

Titre : _____

Date : _____

Signature :

Signature pour le Sous-traitant

Signé par *[insérer le nom du Club]* :

Nom : *["Nom et Prénom" Président du Club]*

Titre : *["Président du club"]*

Date : _____

Signature :



Annexe 4 (Copie à remplir et à signer)

ACCORD CONCERNANT LE TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Le présent Accord concernant le traitement des données personnelles (« **ATD** ») est conclu entre

(iii) *Ducati Motor Holding S.p.A* ayant son siège social via Cavalieri Ducati n. 3 - Bologne (« **Responsable** » ou « **Société** ») ; et

(iv) _____ dont le siège social se trouve à _____ (« **Sous-traitant** »),

(ci-après dénommés individuellement « **Partie** » et conjointement « **Parties** »).

Attendu que

4. en vertu du contrat conclu entre le Responsable et le Sous-traitant le _____ (le « **Règlement D.O.C.** »), le Sous-traitant assume l'obligation de se conformer à ce qui a été convenu avec le Responsable ;
5. l'activité exercée peut impliquer de temps à autre l'accès du Sous-traitant ou sa communication au Responsable d'informations pouvant être configurées comme des données à caractère personnel conformément au Règlement (UE) n° 2016/679 du Conseil et du Parlement Européen du 27 avril 2016 sur la protection et la libre circulation des données personnelles des personnes physiques (« **RGPD** ») et aux autres dispositions et lois applicables sur la protection des données ; et
6. les Parties conviennent que les transferts de données régis par l'ATD entrent dans le champ d'application de l'article 28 du RGPD et que le Sous-traitant peut être considéré comme un responsable du traitement des données au sens du RGPD et que l'intention des Parties est d'utiliser l'ATD comme un accord contractuel pour réglementer le traitement des données.

Compte tenu de ce qui précède, afin de fournir des garanties suffisantes concernant la protection de la vie privée, des libertés et des droits fondamentaux des personnes



physiques en ce qui concerne le transfert du Responsable du traitement au Sous-traitant, les Parties conviennent de ce qui suit :

Article 1. Objet de l'ATD et obligations du Sous-traitant

1.1 Conformément au Règlement général sur la protection des données (UE) 2016/679 (ci-après « RGPD » ou Règlement) et au Décret législatif italien n° 196/2003, « Code en matière de protection des données personnelles », tel que modifié et complété par le décret législatif italien n° 101/2018, des « Dispositions pour l'adaptation de la législation nationale aux dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation et abrogeant la directive 95/46/CE », cet ATD vise à réglementer le traitement des données personnelles effectué par _____, en sa qualité de Sous-traitant ex art. 28 du Règlement, au nom et dans l'intérêt du Responsable du traitement, dans le cadre des négociations (ci-après, les « Négociations ») et/ou de l'exécution des contrats (ci-après, le(s) « Contrat(s) ») concernant les parties se qualifiant comme parties concernées conformément à l'article 4, alinéa 1, n° 1 du Règlement.

1.2 Le Sous-traitant déclare et garantit que les données personnelles avec lesquelles il entrera en contact, tant dans le cadre des Négociations que de l'exécution du Contrat, sont et seront collectées, traitées et communiquées conformément aux dispositions du Règlement et du décret législatif italien n° 196/2003, sous réserve d'une politique de confidentialité appropriée et toujours sur la base d'une base légale valable.

1.3 À cet égard, le Sous-traitant s'engage à exonérer et à dégager Ducati de tout responsabilité résultant du non-exécution ou de la mauvaise exécution des dites obligations, en s'engageant à indemniser Ducati en cas de dommages, frais, dépenses (y compris les frais juridiques) engagés par cette dernière suite à l'imposition de sanctions administratives et/ou de recours des parties concernées.

1.4 Le Sous-traitant s'engage également à fournir à Ducati, sur sa demande expresse, la documentation appropriée pour prouver le respect des obligations susmentionnées et permettre toute vérification que Ducati jugera utile d'effectuer par rapport à la régularité des procédures adoptées.

Article 2. Entrée en vigueur et durée

2.1 Le présent ATD entre en vigueur au moment de sa signature pour acceptation par les Parties et s'applique à toute relation juridique *entre les Parties* conclue.

2.2 Durée du traitement.

Sans préjudice des dispositions des Contrats individuels, lorsqu'ils ont été est finalisés, la durée du traitement couvert par le présent contrat est liée aux contrats, à l'issue desquels le Sous-traitant devra détruire les données ou conserver, conformément aux procédures légales et conformément à la politique de confidentialité, les données strictement nécessaires et pour une période strictement nécessaire au respect de la loi.



Article 3. Protection des données personnelles dont Ducati est Responsable

Les prescriptions contenues dans cet article et dans les articles suivants sont considérées comme mettant en œuvre les prescriptions législatives exprimées dans le Règlement RGPD (notamment en application de l'art. 28 du Règlement), en ce qui concerne les données à caractère personnel que _____ traite pour le compte du Responsable.

Article 4. Définitions

4.1 Les Parties conviennent que les termes utilisés dans le présent article, mais qui ne sont pas autrement définis ci-dessous ou dans le Contrat lorsqu'il est finalisé, ont le sens qui leur est attribué dans le RGPD.

- « Contrat », désigne le(s) contrat(s) éventuellement conclu(s) entre le Responsable et _____, dont le présent ATD fait partie intégrante, ou en tout état de cause tout accord contractuel ou tout autre acte juridique entre Ducati et _____ pour régler les relations entre les Parties impliquant le traitement des données personnelles dont Ducati est Responsable ;
- « Droit de l'Union » désigne toute source de droit communautaire régissant l'objet de la protection des données à caractère personnel à laquelle le Responsable du traitement, le Sous-traitant et, le cas échéant, tout Sous-traitant indirect sont soumis ;
- « Droit ou Loi de l'État membre » désigne toute source de droit de l'État membre régissant le traitement des données à caractère personnel auquel les Parties sont soumises : en particulier, le décret législatif italien n° 196/2003, « Code en matière de protection des données personnelles », tel que modifié et complété par le décret législatif italien n° 101/2018 des « Dispositions pour l'adaptation de la législation nationale aux dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) » ;
- « Règlement » désigne le Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;
- « Données à caractère personnel traitées » désigne les données à caractère personnel des personnes concernées traitées par _____ pour le compte du Responsable du traitement et des personnes concernées eux-mêmes, au cours des Négociations et dans l'exécution des activités prévues au(x) Contrat(s) ;
- « Traitement » désigne toute opération ou ensemble d'opérations, effectuées avec ou sans l'aide de processus automatisés et appliquées à des données à caractère personnel ou à un ensemble de données à caractère personnel disponibles au Responsable, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, de comparaison ou interconnexion, limitation, annulation ou destruction ;



- « Services » désigne tous les types d'activités, y compris celles mentionnées à l'article 1.2 ci-dessus, effectuées par _____ pour le compte du Responsable dans l'exécution du présent ATD, ainsi que le(s) Contrat(s) ;
- « Responsable du traitement » : le Responsable du traitement tel que défini à l'article 4, alinéa 1, point 7), du Règlement ;
- « Sous-traitant » désigne le Sous-traitant des données, tel que défini à l'art. 4, alinéa 1, point 8) du Règlement ;
- « Sous-traitant indirect » : désigne le Sous-traitant désigné par _____ pour le traitement de certaines données personnelles ;
- « Mesures de sécurité adéquates » : les mesures de sécurité techniques et organisationnelles définies à l'article 32 du Règlement ;
- « Violation des données à caractère personnel » : une violation de la sécurité qui entraîne la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisés de données transmises, conservées ou traitées de toute autre manière, accidentelle ou illégale.

Article 5. Conditions Générales

5.1 _____ a été choisi par le Responsable pour exécuter le « Contrat », après avoir déclaré et garanti de fournir des garanties suffisantes dans la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées qui répondent aux exigences du Règlement, assurant la protection des droits des parties concernées au cours des Négociations et dans les activités prévues à l'objet du ou des Contrat(s).

5.2 En ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel dont dispose le Responsable, _____ assume le rôle de Sous-traitant conformément à l'article 28 du Règlement, en s'engageant à limiter le traitement à ce qui est strictement nécessaire à l'exécution des Négociations et du ou des Contrats et à ne procéder au traitement en question que sur la base des instructions données par le Responsable du traitement dans le contrat et le présent ATD.

5.3 _____, en signant le présent ATD, s'engage à respecter les principes et obligations découlant du Règlement, en particulier ceux qui sont adressés au Sous-traitant par le Règlement et la législation de l'État membre.

5.4 Les éléments caractérisant le traitement, comme indiqué à l'article 28, alinéa 3, du Règlement, sont identifiés en détail comme suit.

Article 6. Nomination de sous-traitants, conformément à l'article 28, alinéa 2, du Règlement, de l'exécution des Services

6.1 Le Responsable autorise, d'une manière générale, _____ à utiliser des Sous-traitants indirects, en leur qualité d'ultérieurs sous-traitants au sens de l'art. 28, alinéa 2 du Règlement, dans l'exécution des Services (ci-après les « Sous-traitants indirects »).

6.2 Les Sous-traitants indirects auxquels _____ a recours sont soumis aux mêmes obligations législatives et contractuelles auxquelles _____ est soumis en qualité de Sous-traitant.



6.3 Dans ce cas, _____ communiquera les sous-traitants indirects et leur ajout ou remplacement de manière à donner à Ducati la possibilité de s'opposer à de tels changements.

6.4 Au cas où le Sous-traitant, pour l'exécution du « Contrat », ferait appel à des Sous-traitants indirects établis dans des Pays autres que ceux appartenant à l'Espace Économique Européen, le transfert de données personnelles sera effectué sur la base d'une décision d'adéquation ou en tout cas de garanties adéquates, conformément aux articles 44 et suivants du Règlement, incluant, si nécessaire, la signature par l'importateur des données des clauses standards de protection des données approuvées par la Commission Européenne conformément aux articles 93, alinéa 2 du Règlement ou l'adoption des règles obligatoires de la société au titre des articles 47 du Règlement.

Article 7. Obligations de confidentialité

Le Sous-traitant est tenu à la confidentialité des données, même après la fin du « Contrat », et doit imposer les obligations de confidentialité aux personnes autorisées à traiter les données personnelles de Ducati et de ses employés.

Article 8. Objet du traitement

Toute opération ou ensemble d'opérations nécessaires à l'exécution d'activités dans le cadre du Contrat, effectuées avec ou sans l'aide de processus automatisés et appliquées à des données à caractère personnel ou à des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, comparaison ou interconnexion, limitation, annulation ou destruction.

Article 9. Nature du traitement

Papier et informatique.

Article 10. Finalité du traitement

Fins liées à la prestation de services par _____.

Article 11. Type de données à caractère personnel et catégories de personnes concernées

- *données personnelles communes* : le nom ;
- *données d'identification* : adresse de résidence et de domicile, nationalité, adresse e-mail, numéro de téléphone, numéro de *portable*, code fiscal, âge, sexe, lieu et date de naissance, carte d'identité, formation, statut professionnel, entreprise, rôle professionnel et domaine d'organisation, type de contrat, type de malaise (nécessaire pour remplir des obligations légales ou réglementaires) ;
- *catégories* : les parties concernées dont Ducati est le responsable des données.



Article 12. Obligations du Sous-traitant et droits du Responsable

12.1 Le Sous-traitant doit prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires pour garantir que les données sont traitées d'une manière licite, correcte, transparente, avec une finalité limitée, avec une minimisation, avec exactitude, avec une limitation de conservation, avec intégrité et confidentialité.

12.2 Le Sous-traitant adopte un niveau de sécurité adéquat pour atténuer les risques résultant de la destruction, de la perte, de l'altération, de la divulgation ou de l'accès non autorisés, accidentellement ou illicitement, aux données à caractère personnel transmises, conservées ou autrement traitées.

12.3 Compte tenu de la nature du traitement, ces mesures de sécurité peuvent inclure :

- la capacité d'assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité sur une base permanente
- et la résilience des systèmes et des services de traitement ;
- la possibilité de rétablir rapidement la disponibilité et l'accès aux données personnelles en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure pour tester, vérifier et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures de sécurité ;
- prévoir une procédure interne pour aviser rapidement le Responsable en cas de violation de données ;
- pour tenir le registre des activités de traitement.

12.4 Le Sous-traitant doit assister le Responsable du traitement, par des mesures de sécurité adéquates, afin de faciliter l'exercice de ses droits et de répondre aux demandes de la personne concernée. 12.5 Le Sous-traitant doit assister le Responsable du traitement dans l'obtention de l'accord des Contrôleurs pour la protection des données à caractère personnel, si nécessaire.

Article 13. Vérifications d'une deuxième partie

Le Sous-traitant doit mettre à la disposition du Responsable toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par les lois en vigueur en matière de protection de la vie privée.

Article 14. Personnes autorisées à effectuer le traitement

_____ est tenu :

14.1 dans l'exercice des activités en relation avec les Négociations et le(s) Contrat(s), de prendre toutes les mesures raisonnables pour assurer la fiabilité de toute personne qui aura accès à des données personnelles dans la disponibilité du Responsable, en raison de toute relation de travail et de collaboration établie avec _____ ;

14.2 de s'assurer que les personnes autorisées à traiter des données à caractère personnel ont reçu des instructions adéquates pour se conformer aux règles énoncées dans le Règlement ;



Article 15. Signature

Ce document doit être signé par les Représentant(e)s des Sociétés qui en sont habilitéé(e)s.

Signatures pour le Responsable

Signé par **Ducati Motor Holding S.p.A.**

Nom : _____

Titre : _____

Date : _____

Signature :

Signature pour le Sous-traitant

Signé par : _____

Nom : _____

Titre : _____

Date : _____

Signature :
